Document généré le 11 août 2024 19:46

Urban History Review
Revue d'histoire urbaine

URBAN HISTORY REVIEW
REVUE D'HISTOIRE URBAINE

L'émeute des tramways de Montréal (1955) et la mauvaise conduite des étudiants : un cas d'appropriation de l'espace urbain

Daniel Poitras

Volume 47, numéro 1-2, fall 2018, spring 2019

Bad Behaviours and Disorderly Public Spaces
Incivilités et désordres dans l'espace public

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1064878ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1064878ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)
1918-5138 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Poitras, D. (2018). L'émeute des tramways de Montréal (1955) et la mauvaise conduite des étudiants : un cas d'appropriation de l'espace urbain. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, *47*(1-2), 55–69. https://doi.org/10.7202/1064878ar

Résumé de l'article

L'émeute des tramways de 1955, qui a paralysé Montréal pendant toute une journée, demeure un épisode méconnu de l'histoire de la ville. Précédée par deux journées de manifestations, impliquant des étudiants et de jeunes « voyous », l'émeute a déclenché une série de réactions qui ont mis en lumière de quelle façon différentes autorités (municipales, journalistiques, universitaires) percevaient le rôle de la jeunesse et les dangers de la délinquance. La clémence accordée aux étudiants et la sévérité à l'égard des autres jeunes a révélé comment la « mauvaise conduite élitaire » des premiers était non seulement validée par les autorités, mais également au coeur de la reproduction de l'ordre social. Si les étudiants étaient partie prenante de cette reproduction, ils ont aussi utilisé l'émeute pour enclencher une série de réflexions, particulièrement à l'Université McGill et à l'Université de Montréal, sur l'autonomie universitaire et la nécessité de créer un mouvement étudiant élargi capable de canaliser l'énergie des parades estudiantines pour transformer les corps étudiants en acteurs de la scène municipale.

All Rights Reserved © Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'émeute des tramways de Montréal (1955) et la mauvaise conduite des étudiants : un cas d'appropriation de l'espace urbain

Daniel Poitras

L'émeute des tramways de 1955, qui a paralysé Montréal pendant toute une journée, demeure un épisode méconnu de l'histoire de la ville. Précédée par deux journées de manifestations, impliquant des étudiants et de jeunes « voyous », l'émeute a déclenché une série de réactions qui ont mis en lumière de quelle façon différentes autorités (municipales, journalistiques, universitaires) percevaient le rôle de la jeunesse et les dangers de la délinquance. La clémence accordée aux étudiants et la sévérité à l'égard des autres jeunes a révélé comment la « mauvaise conduite élitaire » des premiers était non seulement validée par les autorités, mais également au cœur de la reproduction de l'ordre social. Si les étudiants étaient partie prenante de cette reproduction, ils ont aussi utilisé l'émeute pour enclencher une série de réflexions, particulièrement à l'Université McGill et à l'Université de Montréal, sur l'autonomie universitaire et la nécessité de créer un mouvement étudiant élargi capable de canaliser l'énergie des parades estudiantines pour transformer les corps étudiants en acteurs de la scène municipale.

Montreal's 1955 Tramway Riot remains an unknown chapter of the city's history. Preceded by two days of demonstrations, the riot paralyzed the city and caused significant property damage. It also brought together students and so-called young "hooligans" in the street, provoking various reactions from the municipal authorities, the press, and academics. Sympathetic with the "elitist bad behavior" of the students, these authorities harshly judged the other participants in the riot, revealing their hierarchical conception of the social order. Although students from the University of Montreal and McGill University shared in part this understanding, they also used the riot to trigger an important discussion about the autonomy and agency of the student body in the city. By appropriating urban space, showing the need for a wider student movement, and imagining a place for themselves in a different future, they became actors on the municipal scene.

L'expérience urbaine des étudiants est marquée par le statut particulier de l'université au sein de la ville, « in and not of the city and in and of the city »[1]. Cette appartenance équivoque à la ville a longtemps correspondu à l'idéal d'un campus projeté comme « an exclusive space that nurtured youth »[2], c'est-à-dire en dehors des affaires mondaines et des tentations environnantes. À Montréal, l'Université McGill — construite en ce qui était alors la périphérie de la ville en 1821 — et l'Université de Montréal — déménagée du centre-ville à un coin isolé à l'ouest du Mont-Royal en 1943 — avaient adopté cet idéal. Les étudiants, eux, étaient censés s'y former plus ou moins en vase clos afin de contribuer, après leurs études, à la société en tant qu'élites responsables. Il n'est pas surprenant de découvrir que les étudiants ne se sont jamais tout à fait pliés à ce mot d'ordre et qu'ils ont plutôt cherché, et ce dès le Moyen âge, à manifester une présence (politique, sociale, générationnelle) dont le premier théâtre était l'environnement urbain. Les manifestations ou « déviances » étudiantes, souvent reléguées à l'histoire des scandales urbains, sont au contraire les occasions de réfléchir à la singularité de la population universitaire dans la ville et, plus encore, de s'interroger sur les relations entre les deux entités.[3] Ces manifestations constituent également l'une des rares entrées dans le champ encore peu défriché des études sur les rapports entre ville et université.[4]

Facteur crucial dans l'expérience des universitaires, la ville et les enjeux municipaux sont également largement absents de l'historiographie des milieux étudiants ; ce sont plutôt les associations et la politique étudiantes, ainsi que les paliers provincial, fédéral et international qui ont été privilégiés.[5] J'analyserai ici les manifestations étudiantes et l'émeute des tramways de décembre 1955, épisode méconnu de l'histoire des étudiants et plus largement de l'histoire de Montréal. Ces événements, qui ont impliqué des milliers d'étudiants, de jeunes des classes populaires et des citadins ordinaires, ont fait plus d'une centaine de blessés, provoqué autant d'arrestations et paralysé certains secteurs de la ville trois jours durant. Plus encore, ils ont mis en lumière différents traitements de la jeunesse selon

le statut social et éducatif. À la suite de l'émeute, le maire Jean Drapeau prenait bien soin de distinguer entre les « voyous » et les étudiants, les premiers accusés d'une mauvaise conduite dangereuse pour la société et les seconds disculpés pour une turbulence au fond bien excusable — bref, pour une mauvaise conduite que j'appellerai élitaire. À cet égard, la ligne de partage entre francophones et anglophones, si importante pour l'autre grande émeute de 1955, celle du Forum de Montréal, n'a pas joué ici un rôle prépondérant ; les journaux des deux communautés s'entendaient pour identifier le désordre comme le grand danger et pour pointer du doigt les suspects : les classes populaires, les mauvais bergers et le communisme.

Je m'attarderai particulièrement à l'impact des événements de décembre 1955 sur les milieux étudiants, qui ont ouvert un espace de réflexions porteuses à l'Université de Montréal et plus encore à l'Université McGill[6]. Je fais l'hypothèse que ce qui était en jeu pour les étudiants pendant et après les manifestations et l'émeute était leur marge de manœuvre pour penser, agir et s'exprimer *en tant* qu'étudiants faisant partie d'une nouvelle génération plutôt qu'en fonction des traditions et des discours prescrits et cadrés (*framed*) par différentes autorités. Les événements de décembre 1955 ont révélé l'importance de l'appropriation de l'espace urbain dans la prise de conscience des étudiants de la place qu'ils pouvaient occuper sur la place publique. Alors que leurs prédécesseurs avaient eu plusieurs occasions d'expérimenter la ville par le biais de parades, de jeux et de *carabinades*[7], les manifestations et l'émeute de décembre 1955 les ont transformés en acteurs de la politique municipale. Pendant et après les événements, l'extérieur du campus (la ville) est devenu le symbole d'une sortie du confinement estudiantin, et un truchement pour s'éveiller à de nouveaux enjeux. Il est tentant de mettre en parallèle ces événements et la marche sur le parlement de Québec qui a eu lieu en octobre 1956, souvent identifiée comme la date de naissance du mouvement étudiant. Comparativement à cette marche ordonnée, homogène, organisée par le haut et dont les revendications étaient plutôt timides, les manifestations et l'émeute de décembre 1955 ont mené à des actions sociales, impliqué des étudiants de la base et concerné différents groupes sociaux. En ce sens, ces événements pourraient bien marquer la naissance du mouvement étudiant au Québec.

Pour étudier le traitement de l'émeute et ses répercussions, j'utiliserai cinq grands quotidiens (*La Presse, Le Devoir, Le Petit Journal, The Gazette, The Star*) et deux journaux étudiants (*McGill Daily, Quartier latin*). S'il est vrai que leurs reportages et éditoriaux sont alors teintés par le sensationnalisme et les discours moralisateurs, ces traits nous seront d'autant plus utiles qu'ils révèlent bien leur représentation de — et leurs préjugés sur — la ville et ses citadins. Je décrirai d'abord les manifestations et l'émeute et leur traitement dans les médias montréalais, pour ensuite cerner les réactions différenciées des étudiants mcgillois et udémiens, avant d'évaluer le rôle de la ville comme espace d'expérience et de son impact sur la façon dont les étudiants ont articulé le présent et le futur. Si la mauvaise conduite des étudiants était parfois brandie pour articuler brandie pour mettre en garde contre les dérives du désordre social et contre le danger de futures élites irresponsables, l'action collective étudiante, elle, était invoquée sur un tout autre mode.

Le théâtre des événements

Le 2 novembre 1955, la Commission de Transport de Montréal (CTM) décrétait une augmentation du prix des billets de tramway (de trois billets pour 25 cents à deux billets pour le même montant) afin de combler un déficit budgétaire de l'ordre de 4 525 000 dollars[8]. La CTM avait bien tenté de redresser la situation en prenant possession de la défunte Commission des Tramways en 1950–1951, mais la grande époque inaugurée par le tout premier tramway électrique (surnommé le « Rocket »), lancé sur la rue Craig en 1861, semblait révolue. Lents, encombrants, chers et vétustes, les « p'tits chars » ne faisaient pas le poids devant les autobus apparus en 1919; ils représentaient le passé comparativement à des systèmes comme les métros de Paris et de New York, qui faisaient l'envie des autorités municipales. Pour évaluer la situation, la CTM avait embauché le célèbre économiste François-Albert Angers afin de réaliser un rapport sur le transport en commun à Montréal. La CTM avait conclu qu'il fallait remplacer les 939 tramways par 1 300 autobus avant 1960. Déjà, en 1952, l'importante ligne du boulevard Saint-Laurent avait été abolie au profit d'un service d'autobus, ce qui allait également être le cas de la ligne de la rue Saint-Denis l'année suivante. L'attachement aux tramways était cependant tenace et un défilé a été organisé sur la rue Sainte-Catherine pour commémorer leur disparition en 1956, geste qui sera répété pour les tramways de l'avenue Papineau et du boulevard Rosemont trois ans plus tard[9].

La hausse de 1955 choquait d'autant plus que la qualité du service offert ne justifiait pas, selon les observateurs, une telle mesure. Il faut rappeler qu'à cette époque, peu de Montréalais possédaient des voitures et plusieurs dépendaient du tramway pour se rendre au travail ou à l'université. La situation s'était graduellement dégradée depuis la guerre, au point où en 1950, la Commission d'arbitrage Tremblay sur la Compagnie de Tramways concluait que « le transport des passagers dans la ville de Montréal se fait d'une manière absolument lamentable [et] préjudiciable à la santé de la population »[10]. Les journaux en rajoutaient et dépeignaient à gros traits le péril encouru par les usagers qui attendent « durant des demi-heures, les pieds dans la neige et les poumons exposés à la pneumonie, des voitures qui n'arrivent pas [et qui ont] le privilège de voyager à la manière des animaux qu'on mène à l'abattoir moyennant une hausse de tarif … eh ! bien, il en a plein le dos, le public »[11].

Les étudiants, pour leur part, étaient en colère pour une raison supplémentaire : depuis l'entre-deux-guerres, ils s'étaient vus refuser à de multiples reprises un tarif particulier pour les billets de tramway. Malgré ces défaites, ils avaient eu l'occasion d'organiser plusieurs campagnes et de s'initier à différents modes de revendication. Alors que la campagne des étudiants de 1931 misait prudemment sur l'envoi de délégués

Figure 1. The Gazette, 10 december 1955.

non-étudiants (notamment Édouard Montpetit) pour négocier avec la Compagnie des Tramways, leurs initiatives après 1945 avaient pris une tout autre ampleur. À l'automne 1949, ils avaient gagné l'appui du maire, de plusieurs ministres et de la plupart des institutions d'enseignement, qui avaient accepté de signer une pétition qui avait recueilli 6 856 signatures. Ils avaient entrepris de sensibiliser le public en faisant publier une trentaine d'articles de journaux sur la question et en tendant une perche aux étudiants de l'Université McGill[12]. Mais leur requête pour obtenir un tarif spécial avait néanmoins été rejetée.

Devant cet échec, les étudiants avaient alors poussé le dossier jusqu'à l'Assemblée législative en incitant plusieurs institutions d'enseignement à envoyer un télégramme à Maurice Duplessis. La victoire semblait proche, mais au moment de voter la loi, la Commission des Tramways avait été dissoute[13]. Les étudiants n'en avaient pas moins récidivé en créant, en collaboration avec les étudiants de l'Université McGill, une commission dirigée par Jacques-Yvan Morin pour faire pression sur la ville, mais sans obtenir gain de cause[14]. Ils étaient revenus à la charge en février 1955 et une autre fois à l'automne de cette même année où, à la suite de l'annonce de la hausse des tarifs, le président de l'AGÉUM (Association des étudiants de l'Université de Montréal), Gilles Legault, avait écrit à la CTM pour lui rappeler que malgré une idée répandue, les étudiants n'étaient pas riches : 35% devaient travailler tout l'été et à temps partiel pendant l'année académique, et 28% devaient s'endetter. Considérant que la commission était un « service public » et non une entreprise commerciale, il demandait qu'un tarif réduit soit accordé aux étudiants ou, à tout le moins, que ceux-ci ne subissent pas la hausse[15]. Sans surprise, sa requête avait été rejetée. Mais le théâtre des opérations était sur le point de se déplacer des coulisses de l'Hôtel de Ville aux rues montréalaises.

De la parade burlesque à « l'orgie de destruction »

« A mob has a thousand heads, none of them in the right place »[16].

Le 7 décembre 1955, les étudiants de l'Université de Montréal des facultés de droit et de médecine, après avoir loué des voitures à cheval pour faire la navette sur la côte universitaire afin de se moquer de la lenteur du service de tramways et de protester contre la hausse du prix des billets, s'étaient mis en marche malgré le vif désaccord des autorités de l'Université. Ils avaient été rejoints par d'autres étudiants et, rapidement, la parade burlesque s'était transformée en une manifestation dont l'objectif était désormais l'Hôtel de Ville. Le jour suivant, c'était des étudiants de l'Université McGill, de Sir George Williams, de Polytechnique et de Mont-Saint-Louis qui avaient initié une nouvelle manifestation[17]. Ce qui frappe dans ces mobilisations est leur éclosion en dehors des associations étudiantes ; l'organisation s'est faite « par le bas » au niveau des facultés. Les leaders de l'AGÉUM, pris au dépourvu, n'ont pu que rejoindre la marche pour essayer de la « diriger » (voir figure 1). Les Mcgillois, pour leur part, n'avaient pas de représentants officiels parmi eux, ce qui allait avoir, on le verra, des conséquences importantes dans les jours suivant les événements.

Une fois rendus à l'Hôtel de Ville, les étudiants avaient été accueillis chaleureusement par le maire Jean Drapeau, qui avait demandé qu'on installe des haut-parleurs et un micro. Il comptait bien canaliser à son avantage cette grogne, d'autant plus qu'il s'était lui-même opposé, en vain, à la hausse des

tarifs[18]. Drapeau misait également sur l'appui massif des étudiants — à l'Université de Montréal, plus de 90% voteront pour lui en 1957 —, qui considéraient que le parti du maire, la Ligue d'action civique, était apte à « concrétise[r] pleinement les aspirations de toute jeunesse saine, de toute jeunesse qui conserve la foi en une politique propre et honnête »[19]. Les porte-paroles des étudiants, sans doute quelque peu honorés et intimidés par une telle rencontre, s'étaient d'emblée prononcés comme alliés du maire. Jean-Pierre Goyer, délégué de la faculté de droit à l'AGÉUM, avait déclaré à un journaliste que les étudiants appuyaient le maire dans ses « démarches auprès des autorités provinciales »[20]. Il ajoutait que l'objectif ultime était d'aller manifester à Québec, où se trouvaient les véritables coupables de la hausse des tarifs. Ce souhait valait en fait comme prophétie autoréalisatrice, puisque c'est ce même Goyer qui, trois ans plus tard, se rendra à Québec pour effectuer, en tant que membre des « Trois » (avec Francine Laurendeau et Bruno Meloche), un « sit-in » devant le bureau de Maurice Duplessis.

Dans son discours, le maire n'avait pas abordé la situation des tramways comme telle, mais plutôt celle de la jeunesse : « Si un homme ne chante pas et ne manifeste pas un peu ses sentiments à 20 ans, il ne vaudra pas grand-chose à 40 », avant d'enchaîner : « Je suis content que vous nous ayez invités à l'action. L'action, c'était mon slogan électoral »[21]. Apparemment satisfaits, les étudiants avaient applaudi le maire. Ce n'est pas par hasard si cette mise en scène de relations publiques avait été un succès : les protagonistes parlaient un même langage et partageaient un même *habitus.* Jean Drapeau, ancien Udémien, était l'un des leurs, ce que plusieurs étudiants soulignaient, témoignant ainsi de leur respect envers non seulement leur *alma mater,* mais également envers un de ses *alumni :* « Les étudiants ont d'ailleurs amplement raison de se fier à notre maire actuel : c'est d'abord un ancien carabin qui a fait parler de lui déjà au stade universitaire »[22]. En jouant sur les cordes de cette complicité, le maire cherchait à « cadrer » les manifestations en les renvoyant à ce qu'il avait déjà connu dans le passé : « Il est hors de doute que cette manifestation me rappelle celles auxquelles j'ai moi-même participé il n'y a pas si longtemps. C'est pourquoi je n'ai pas hésité à vous inviter sur ce parquet »[23]. En plus d'octroyer, bon prince, ce privilège aux étudiants, Drapeau avait mis cinq tramways à leur disposition pour qu'ils puissent retourner, sans frais, à leur université. Mais les étudiants n'allaient pas se contenter de si peu et ils avaient promis de revenir bientôt.

À propos des deux premières journées, le récit des grands quotidiens, francophones et anglophones, se ressemblait : tout s'était déroulé dans le calme, malgré quelques débordements typiquement estudiantins. Certains remarquaient toutefois, non sans inquiétude, que la « horde compacte d'environ 500 étudiants qui envahiss[ai]nt l'angle des avenues Park et Laurier »[24] avait coupé des câbles et immobilisé des trolleys, ce qui avait eu pour effet de paralyser la circulation. La troisième journée allait être différente. Les tentatives d'apaisement du maire s'étaient révélées inutiles pour endiguer le mouvement et le 9 décembre, une nouvelle manifestation étudiante avait lieu, toujours en dehors de l'initiative des associations. Cette fois-ci, la foule montréalaise manifestait plus fermement sa présence et son appui aux étudiants : « D'innombrables morceaux de papier saluaient les étudiants à leur passage, tombant des bureaux de tous les immeubles environnants »[25] (voir figure 2). À partir de 16h, la manifestation initiale de 2 000 étudiants, qui avait attiré entre temps plusieurs jeunes non-universitaires, s'était transformée en émeute. Les passants pouvaient constater à différents endroits de la ville des policiers en alerte poursuivant des manifestants ou des vandales à coup de matraque, des fenêtres brisées, des bancs de tramways sur le trottoir, des câbles arrachés, ainsi que des tramways saccagés, renversés ou brûlés. Compte tenu de la situation, la Commission de Transport avait donné l'ordre aux conducteurs de cesser de prendre des passagers. La description du vandalisme faite par les journaux était haute en couleur : « travail de "démolition" systématique », « débâcle de fureur stupide », « des cris, des jurons, des appels et des rires presque hystériques non seulement des "participants" mais aussi des spectateurs »[26]. On parlait également d'une « orgie de destruction » et de « scènes de terreur », avant de conclure que nous venions de voir « Montréal sous un jour jamais vu auparavant »[27].

Les actes de vandalisme s'étaient concentrés dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Laurent à l'est, Sainte-Catherine au sud, Bellechasse au nord et Parc à l'ouest. Cette concentration n'était pas étonnante ; la Commission d'arbitrage Tremblay remarquait déjà que « La topographie de la ville de Montréal augmente les difficultés du transport en commun » puisque l'activité est concentrée « entre le fleuve et le Mont-Royal »[28], c'est-à-dire justement entre les trois universités montréalaises. Pour contenir l'émeute, le corps de police de Montréal avait été mobilisé dans son entièreté (1 300 policiers) pour la première fois depuis 35 ans, c'est-à-dire depuis l'émeute de 1917 contre la conscription. Le bilan de l'émeute était lourd : 128 blessés, dont 9 grièvement (6 civils et 3 policiers), 236 véhicules endommagés et plus de 100 000 dollars de frais, sans parler de 121 arrestations, dont celles de 30 adolescents qui devaient paraître en cour du Bien-Être social et payer de 10 à 25 dollars d'amende. Les autres passeront devant la cour municipale pour des méfaits allant du refus de circuler à la destruction des biens publics. Certains cas de brutalité policière ont également été rapportés par les journalistes[29].

Dès les premiers comptes rendus des événements, les journaux avaient pris soin de distinguer entre deux phases : celle des manifestations étudiantes et celle de l'émeute proprement dite. Les leaders étudiants s'étaient également empressés de faire la distinction ; Gilles Legault, debout au centre de manifestants accroupis à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Laurent, aurait demandé (en français et en anglais) aux gens de se disperser, tout en hurlant « Des éléments de discorde et des provocateurs se sont infiltrés parmi nous »[30]. Un journaliste allait dans le même sens en écrivant que ces « actes de violence [étaient] absolument inexplicables tant ils se situaient hors du cadre de la protestation qui les avaient provoqués »[31]. L'enchaînement

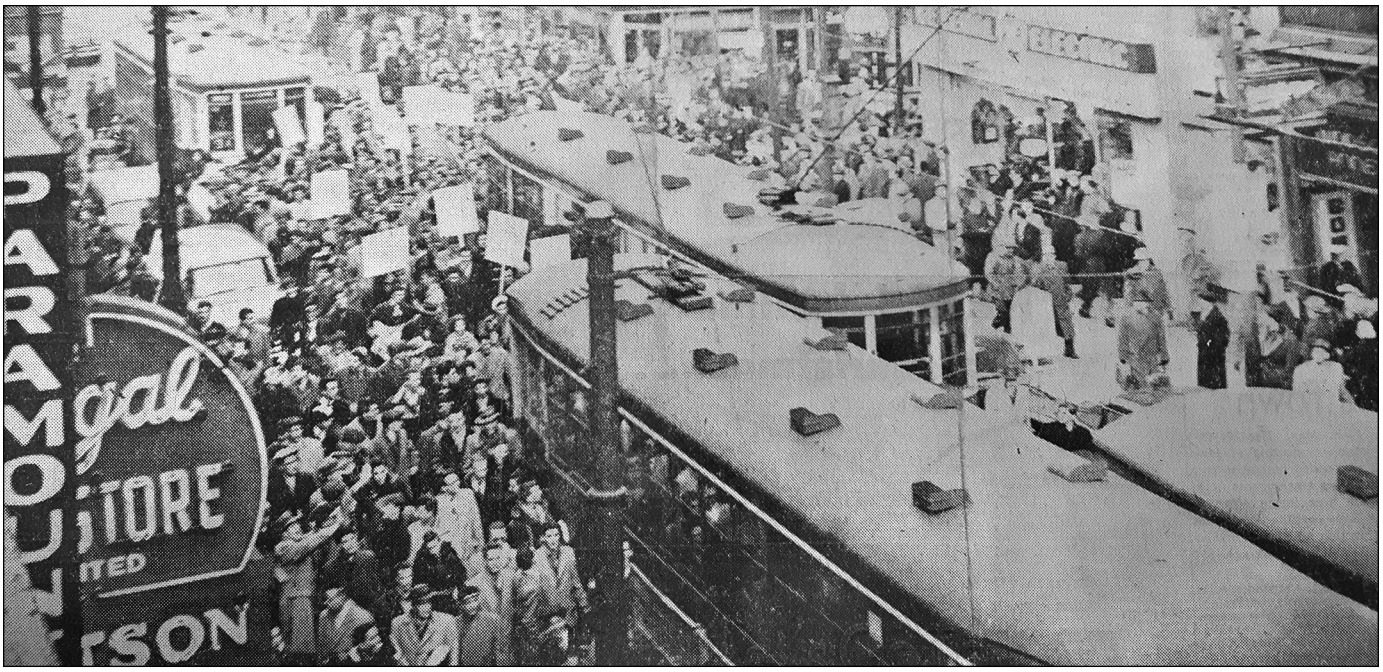

Figure 2. The Gazette 10 décember 10, 1955.

de la manifestation dite festive à l'émeute laissait les journalistes pantois et, plus encore, inquiets quant à l'engouement d'une partie de la population à y participer ou à l'encourager. Rappelons qu'il s'agissait de la deuxième émeute à Montréal cette année-là, après celle du forum de Montréal, aussi appelée émeute Maurice Richard, le 17 mars 1955. À la suite de la suspension du célèbre joueur des Canadiens de Montréal et aux provocations du président de la Ligue nationale de hockey, Clarence Campbell, qui avait défié les Montréalais en assistant au match suivant la suspension, l'émeute avait éclaté à l'intérieur et à l'extérieur du forum, entraînant plusieurs dizaines d'arrestations[32]. Faisant le parallèle entre les deux émeutes, Oliver Clausen écrivait : « If Montrealers were ashamed of the second outbreak of mob rule in their city in less than a year, they gave no indication of it late last night »[33].

Mais alors que l'émeute du Forum avait alimenté la vieille opposition entre anglophones et francophones, celle des tramways était interprétée d'abord dans une perspective sociale. Un journaliste remarquait de fait que « le cri de race était absent des invectives formulées à l'adresse de la Commission de Transport »[34]. Chez les étudiants, le contraste entre les deux émeutes avait valeur de symbole : il indiquait, comme je le montrerai plus loin, que la rivalité interuniversitaire basée sur la vieille opposition des « races » pouvait être reléguée à l'arrière-plan au profit de causes (sociales) communes. L'émeute mettait aussi en évidence la représentation de la jeunesse de différentes autorités, à commencer par les journaux, qui s'entendaient tous pour identifier et condamner les fauteurs de trouble.

Les voyous et les étudiants

« [Students occupy a] privileged position in society. Caught somewhere between youth and maturity, the student can sample the best of both worlds, and act responsibly or irresponsibly as he chooses. No other group is accorded this freedom »[35].

Cette citation d'un étudiant mcgillois illustre bien le privilège et la marge de tolérance donnés à la mauvaise conduite élitaire des étudiants. La précipitation des autorités municipales et des grands quotidiens à distinguer entre eux et les « voyous » était à cet égard révélatrice. Au lendemain de l'émeute, le maire Drapeau déclarait, après avoir interdit toute manifestation jusqu'à nouvel ordre, qu'il était « extrêmement regrettable que des éléments subversifs et des fauteurs de trouble se soient glissés dans le groupe des étudiants », dont les manifestations étaient toujours « joyeuses mais ordonnées »[36]. Plusieurs commentateurs, souvent eux-mêmes d'anciens Udémiens, reprenaient ce discours : les étudiants étaient dépeints comme « joyeux et bruyants, mais à peu près inoffensifs », alors que les autres émeutiers, eux, étaient qualifiés de « sous-produits populaires de bas quartiers »[37]. Cette distinction s'appuyait notamment sur l'allure et le style vestimentaire des uns et des autres.

Les portraits des jeunes variaient selon le groupe dépeint. Les étudiants étaient surtout décrits selon leurs traits de personnalité (joueurs, audacieux, fantasques …) alors que les « voyous » étaient caractérisés soit par leurs mauvaises intentions, soit par leur physique et leurs vêtements. On utilisait notamment la métonymie des « "T-Shirts" qui [av]aient saccagé tout le secteur » et des « jeunes écervelés » qui portaient des « vestes de cuir, gants de cuir, casquette, pantalons de toile forte ». Après l'émeute,

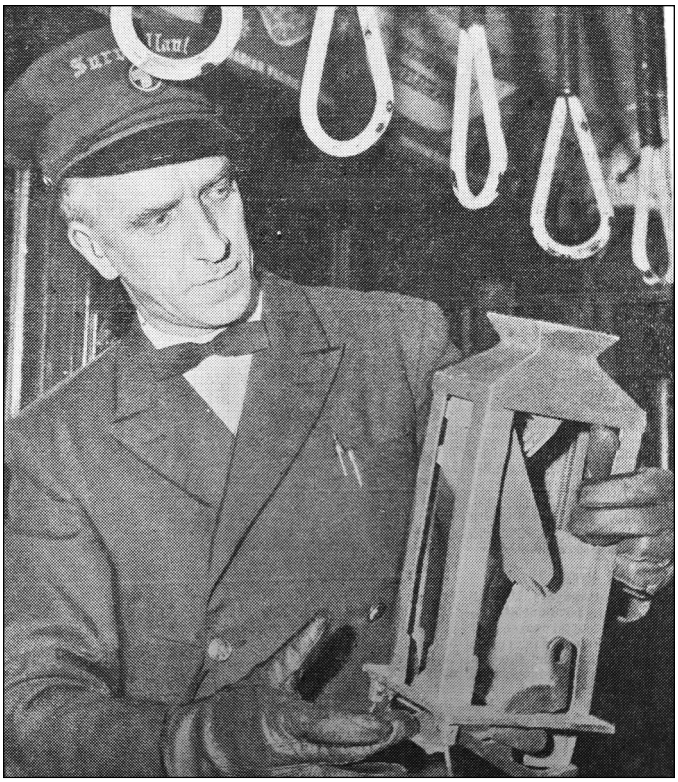

Figure 3. The Star, 10 décembre 1955.

certains journalistes comparaient même directement les deux groupes et critiquaient les « zazous », ces « voyous vêtus de coupe-vent en cuirette » qui n'ont « rien de l'allure des étudiants d'universités »[38]. Cette *allure* se passait en fait de précision ; elle marquait déjà la distinction de ceux qui logeaient tout près de la montagne et dont la mauvaise conduite élitaire était sanctionnée par l'ordre et excusée comme une phase turbulente mais passagère.

La mauvaise conduite des voyous, elle, renvoyait plutôt à une nature déficiente ou viciée et qui semblait couver de sombres desseins qui menaçaient l'ordre social[39]. La presse était à l'affût des informations ou des rumeurs qui ajoutaient de l'eau à ce moulin et qui étaient susceptibles de noircir les actions des non-universitaires, comme celle rapportée par un journaliste qui avait ouï-dire que des passants auraient aperçu des jeunes « se partager les billets enlevés des boîtes [des tramways] »[40] (voir figure 3). De telles rumeurs enflaient facilement avec la distance, notamment dans les journaux américains et canadiens qui avaient consacré leur première page à l'émeute. Quelques-uns rapportèrent ou inventèrent même des *fake news,* comme ce journaliste d'un quotidien torontois (non-identifié) cité dans le *The Herald.* Selon lui, au cours de l'émeute, « Fifty street car passengers stumbled over one another in a terror-stricken rush to the exits after they were ordered off the car by a gun-waving hoodlum who had pistol-whipped the conductor and knocked him unconscious »[41]. Digne d'un *western,* la description réduisait l'action des « voyous » à un goût de la violence ou du désordre dont témoignait leur manifestation corporelle (louche, agressive, criminelle).

Les étudiants, de leur côté, possédaient les mots pour se faire valoir ou se justifier. Ce privilège était vécu quotidiennement à l'université en présence d'un autre groupe qui était réduit à sa nature et au corps : celui des étudiantes. Alors que les premiers étaient valorisés pour leur audace, leur éloquence et leur virilité, les secondes étaient constamment renvoyées à leur tact, à leur discrétion, à leur charme et à leur tenue vestimentaire. Un Udémien se disait fier de ses consœurs, qui remplissaient bien leur rôle de « personnel décoratif de l'université »[42]. Le discours prescriptif sur l'apparence avait une fonction particulière : celle d'exclure les filles de la sphère politique étudiante (où elles étaient marginalisées) et plus largement de l'Histoire en les confinant à un espace non-historique (l'Éternel féminin)[43]. Après l'émeute, en réduisant les voyous à leur corps et à leur *look,* les journaux utilisaient un procédé temporel semblable en distinguant ceux qui représentaient le futur (les étudiants) et ceux qui en contrepartie minaient le progrès.

Le capital social et culturel des étudiants leur donnait d'ailleurs les moyens de se distinguer de la mauvaise conduite populaire sans subir (en général) les contrecoups de la justice. Karine Hébert a démontré qu'il s'agissait pour eux de (se) manifester en se mesurant aux limites du permissible[44]. Dans le *McGill Daily,* qui encourageait les coups d'éclat étudiants, on prenait soin de rejeter tout « hooliganism »[45]. Après l'émeute, tout en admettant que les étudiants avaient eux-mêmes crevé des pneus et dépendu des trolleys, l'Udémien Jean-Pierre Baillargeon attirait plutôt l'attention, mi-débonnaire mi-stratégique, sur les symboles en jeu. Après tout, « le dessoufflement des pneus peut symboliser que l'on aime les choses telles quelles, et non pas des budgets gonflés ». Bref, « Nous avons dépendu des trolleys, mais pas avec un esprit de vandalisme ! »[46] Justifier le vandalisme par une métaphore, ainsi qu'à l'aide de caricatures (voir figure 4), constituait une stratégie de distinction par rapport au vandalisme brutal (sans mots) des « voyous ». L'étudiant qui s'était assis sur un tramway l'air moqueur illustrait bien cette irrévérence (voir figure 5). Lors d'une manifestation, un autre étudiant avait d'ailleurs amusé la foule en escaladant la statue d'Edouard VII pour l'affubler d'une pancarte — maintenue en place grâce à sa cravate détachée — où l'on pouvait lire « On veut des réductions »[47]. La *cravate* symbolisait à cet égard l'allure et l'accès au discours des étudiants par rapport à la délinquance des voyous, associée au *cuir.* Un journaliste du *Devoir* poussait plus loin la métaphore animale et disait des voyous qu'ils étaient « des bœufs devenus taureaux »[48].

Mais la disculpation présomptive des étudiants, aussi satisfaisante était-elle pour la représentation d'un certain ordre social présent et futur, n'allait... pas de soi. Après avoir déclaré, dans un premier temps, que les voyous étaient une bande d'adolescents, la presse avait estimé à la hausse l'âge moyen des vandales, de 18 à 20 ans. Un jour plus tard, elle parlait d'individus âgés de 18 à 22 ans, c'est-à-dire en plein dans la classe d'âge des étudiants universitaires …. On constatait également, grâce

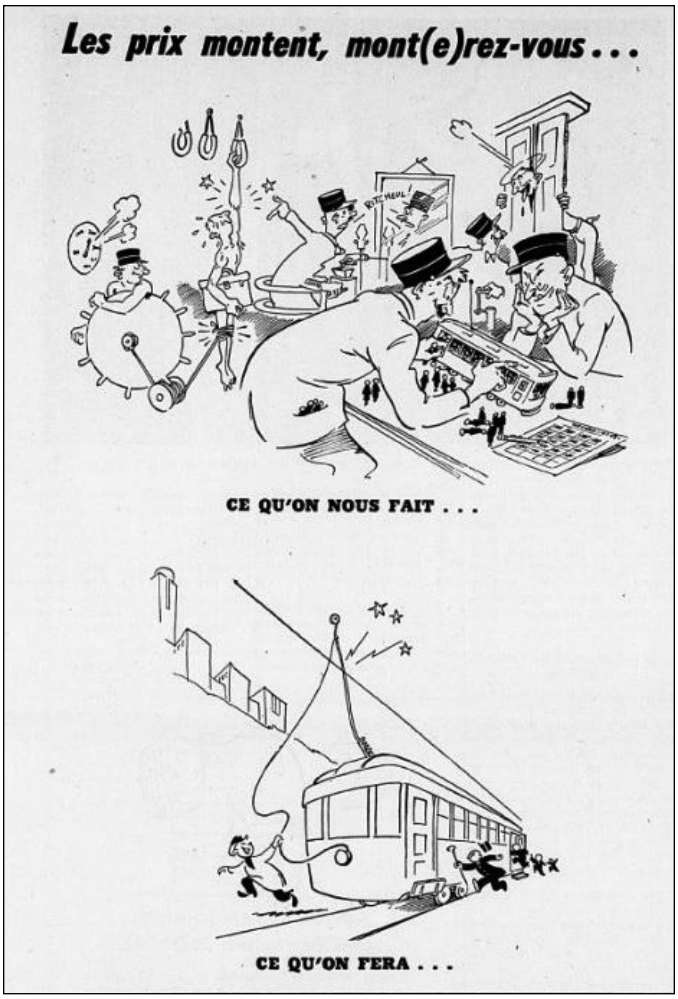

Figure 4. Quartier latin, 1 décembre 1955.

à la longue liste de noms et de méfaits publiés dans les pages des journaux, que quelques-uns des inculpés avaient dans la trentaine, la quarantaine, voire la cinquantaine, et qu'ils avaient des trajectoires diverses. Parmi les 12 émeutiers reconnus coupables et condamnés, un certain Aurèle Lefebvre, ancien parachutiste de l'Armée canadienne, avait écopé d'une peine d'un mois de prison, tout comme Joseph Bignard, qui avait comparu devant la Cour vêtu de son uniforme militaire et de ses décorations de la guerre de Corée. De fait, à mesure que des informations plus précises devenaient accessibles, l'association entre les voyous et les jeunes d'une part, et la distinction entre les émeutiers et les étudiants d'autre part, devenaient plus floues. Après l'ordre de dispersion, certains avaient remarqué que si plusieurs étudiants étaient partis, « d'autres [étaient] rest[é] sur les lieux »[49]. Questionné à propos du nombre d'étudiants impliqués dans l'émeute et arrêtés, un « lieutenant a[vait] répondu qu'il lui était impossible de le dire », notamment parce que plusieurs jeunes avaient donné de faux noms. En fin de compte, de 5 à 10% des prévenus auraient été des étudiants.

Figure 5. Revuebleuetor, 1955, p.30, source: Revue Bleue et Or 1955, Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, 1956, p.30.

La présence des étudiants dans l'émeute n'avait pas échappé à certains, dont cet étudiant du *McGill Daily* qui écrivait que l'affirmation selon laquelle seuls les voyous étaient responsables « is to express a half-truth, in an effort to appear guiltless [because] there is ample evidence that students caused considerable […] damage »[50]. Le journal *The Gazette* allait plus loin : tout en tolérant la « buoyancy out of sheer excess of energy » des étudiants, il les condamnait sévèrement pour avoir donné aux « city's gangs and goons the protective coloring of their college colors »[51]. Les recteurs, pour leur part, n'étaient pas plus prêts à exonérer les étudiants. Au-delà des différences confessionnelles (catholique et protestante), la réputation de leur université était en jeu. Le recteur de l'Université de Montréal, Henri-Irénée Lussier, considérait que les étudiants avaient gravement manqué de clairvoyance : « Ils doivent prévoir la portée de leurs actes et en aucune façon risquer des sauvageries comme celles de vendredi dernier ». Le recteur de l'Université McGill, Cyril James, adoptait un discours semblable. Ce qui inquiétait les recteurs était moins la mauvaise conduite des étudiants comme telle que le potentiel d'insoumission ou d'immoralisme qu'elle révélait. Depuis l'après-guerre, autour d'enjeux tels que le communisme, la sexualité et la religion, certains étudiants remettaient effectivement de plus en plus en question les dogmes, les mythes et les tabous collectifs, ce qui leur valait réprimandes, censures et parfois expulsions.

Si cette posture frondeuse était le fait d'une minorité d'étudiants, elle n'en rendait pas moins les milieux universitaires suspects aux yeux de différents groupes. Le *Petit Journal* constatait ainsi que « certains personnages se sont complus, avec un peu trop d'empressement peut-être, à traiter les [uns] de "voyous", dans le dessein d'excuser les [autres] ». Le journal craignait en fait que « les vandales du 9 décembre [aient] subi le mot d'ordre d'agents provocateurs à la solde d'une organisation clandestine »[52]. Ces soupçons étaient couramment relayés par divers « influenceurs », notamment l'historien conservateur Robert Rumilly. Dans « L'infiltration gauchiste au Canada-Français » (1956), il avait déclaré qu'à « l'Université de Montréal, il existe de

véritables cellules où l'on étudie les philosophies communistes [et] où l'on traite la morale et la religion de croquemitaines », avant de lancer cette mise en garde : « Cela nous prépare une génération révoltée, désaxée et dénationalisée »[53]. Y avait-il lieu de soupçonner l'influence obscure d'universitaires *rouges* dans l'émeute des tramways ? Sans plus donner de détails, le journaliste du *Petit Journal* concluait : « Cela vous a une petite odeur d'activité subversive, de conspiration teintée de rouge qu'il serait peut-être bon d'aller sentir de plus près »[54]. Cette réputation allait bientôt s'amplifier et quelques années plus tard, la Royal Canadian Mounted Police (RCMP) allait identifier les campus comme des lieux clefs pour la subversion, ce qui sera aussi le cas lors d'un certain printemps érable en 2012[55].

À McGill : onde de choc

En débutant cette recherche, j'anticipais de trouver principalement à l'Université de Montréal sinon un branle-bas de combat, du moins des réactions et des commentaires sur la signification de l'émeute. C'est après tout sur ce campus que serait né le mouvement étudiant au Canada (entre 1956 et 1958). L'émeute avait-elle été pensée comme une étape préliminaire, un premier jalon de ce mouvement ? J'ai trouvé peu d'indications en ce sens : alors que le *Quartier latin* a très peu commenté l'affaire, l'AGÉUM s'est contentée de voter une motion de félicitations à Gilles Legault pour « l'attitude courageuse qu'il a montrée en essayant de contenir la manifestation de vendredi le 9 décembre »[56]. Les rares commentateurs udémiens s'entendaient pour minimiser l'ampleur des événements en parlant « d'une petite partie de plaisir » qui « devint plus grosse que prévue »[57]. Je m'étais en fait trompé de campus, puisque ce n'est pas à l'Université de Montréal que l'émeute a retenti le plus, mais à l'Université McGill, où des semaines durant, les étudiants ont débattu dans le journal et en assemblée.

Rien n'annonçait pourtant cette vague de débats, de commentaires et de réflexivité nourrie par l'entremise du *McGill Daily.* Celui-ci correspondait après tout au format de plusieurs journaux étudiants anglophones en Amérique du Nord : beaucoup de courts articles informatifs et factuels (rarement signés), un bref éditorial et un bilan des activités du campus (avec une place prépondérante accordée aux nouvelles sportives). On y retrouvait rarement des articles de fonds ou d'opinion, à l'inverse du *Quartier latin,* journal d'idées qui misait sur de longs articles, dont plusieurs sur différents enjeux publics. Un survol du *McGill Daily* pour l'année 1955 confirme ce fait : de janvier à novembre, on y compte très peu de textes touchant à l'actualité fédérale et provinciale. Quelques rares articles abordaient toutefois les questions sociales, notamment le rôle de l'Université McGill à Montréal et au Québec. Selon un étudiant, l'Université ne pouvait plus se tenir à l'écart parce que ses problèmes « are no longer private but rather affect the entire nation »[58]. L'enjeu de la place de l'Université McGill était en fait l'objet de plus en plus de discussions sur le campus et les étudiants attendaient non seulement que leur journal y fasse écho, mais également leur association, le Student's Executive Council (SEC). À cette époque où la plupart des associations étudiantes étaient plutôt conservatrices et rarement défiantes des autorités, le SEC ne faisait pas exception. Elles ressentaient cependant une nouvelle pression : celle d'élargir leur activité au-delà des activités mondaines du campus et d'agir comme *représentante* du groupe ou du corps étudiant. Plusieurs McGillois avaient pu constater, quelques semaines avant l'émeute, que leur association avait jusqu'alors échoué à remplir ce mandat, au point où l'un d'eux déclarait : « At McGill there is no student body »[59].

C'est d'ailleurs une décision du SEC qui a déclenché, juste après l'émeute, une onde de choc à l'Université McGill. Sans consulter ses membres, l'association a voté une motion comprenant trois points : à l'avenir, toute manifestation devra être autorisée par le SEC, une lettre d'excuses sera expédiée à la ville, et un chèque de 5 000 $ (47 000 en dollars actuels) sera envoyé à la Commission de Transport de Montréal pour dédommagement. La motion reconnaissait également la responsabilité des étudiants : « some McGill students were involved in the demonstration and caused some property damage and civic disturbance, and unwittingly helped to provide an opportunity for hoodlums to do much serious damage ». Pis encore, la motion précisait que le SEC se dissociait des étudiants ayant participé non seulement à l'émeute, mais également aux manifestations qui l'avaient précédée. Le SEC croyait ainsi faire preuve de prudence et même de prévenance à l'égard d'un public et d'une université qui auraient été, selon les mots d'Avrum Cohen, président de la Students' Society, « disappointed in and almost ashamed of McGill students ». Bref, il était impératif, selon un autre étudiant, de « make amends », d'être « mature enough » et de prendre ses responsabilités[60]. Mais la motion, loin de passer inaperçue, allait provoquer une véritable fronde.

Le geste repentant du SEC a d'abord engendré un débat sur la démocratie et la représentation étudiantes. En envoyant un chèque sans véritablement consulter ses membres, l'association a laissé entendre que les Mcgillois étaient effectivement coupables (directement ou par procuration), ce qui n'était pourtant pas le sentiment d'une grande partie d'entre eux, qui reprochaient au SEC d'avoir agi de façon cavalière. La raison serait-elle, demandait un éditorialiste, que le SEC est trop isolé du corps étudiant ? Il lui apparaissait scandaleux que celui-ci soit « kept in the dark regarding the contemplated decisions of their executive »[61]. Si l'enjeu de la transparence des gouvernements étudiants touchait les campus partout au pays, il était particulièrement sensible au Québec où le patronage et l'arbitraire administratif — vivement reprochés au parti de l'Union nationale par les étudiants — faisaient couramment les manchettes. Ce ras le bol expliquait également l'engouement de plusieurs étudiants pour un parti municipal comme la Ligue d'action civique, qui promettait de faire un « nettoyage draconien » de Montréal[62]. Dans ce contexte, les étudiants étaient d'autant plus prompts à s'élever contre les actions antidémocratiques de leurs propres représentants.

Pour certains, cet antidémocratisme s'appuyait sur une posture moraliste et paternaliste de moins en moins tolérable. Non seulement le SEC n'avait-il pas défendu ses propres étudiants,

mais il les avait jetés en pâture à l'opprobre public. « This is the attitude of a doting father », écrivait Ben Geist, qui ajoutait que le rôle de l'association n'était pas de « provide feats of moral generalship »[63]. En s'en tenant au registre de la moralité par peur des apparences, le SEC semblait reproduire les discours de plusieurs autorités politiques ou religieuses : « in fact, this smacks of the holier than thou and "we know better than you clods" attitude, that is only too notorious in the field of politics ». Cette attitude paternaliste soulevait également la question suivante : *qui* le SEC devait-il représenter ? En lui reprochant sa désolidarisation avec les étudiants et les manifestants, ses contempteurs soulignaient que sa responsabilité première n'était pas à l'égard de l'administration universitaire, mais des étudiants, puisque par principe, l'association « cannot represent us against ourselves »[64]. Certains soupçonnaient quelque chose de plus : l'empressement du SEC à faire son *mea culpa* et à passer une motion sans débattre ne révélait-il pas non seulement sa pusillanimité, mais également sa sujétion à l'égard des autorités universitaires, elles-mêmes redevables à l'égard de certains intérêts financiers ?

« Those public-spirited McGill students »

L'enjeu de la dépendance financière de l'université, absent du *McGill Daily* au cours de l'année 1955, a été soulevé à plusieurs reprises à la suite de l'émeute. On sait que l'Université McGill recevait une partie de ses fonds grâce aux dons (*endowments*) de divers mécènes[65]. Appelé une nouvelle fois à défendre une motion désormais contestée de toutes parts, Avrum Cohen avait troqué le registre de la rédemption pour celui du pragmatisme en mentionnant l'importance des donateurs pour l'université et arguant qu'il fallait agir « [in] such way as to feel that [the university] is at all times worthy of the support which it seeks ». Pour appuyer son discours, Cohen citait l'opinion favorable des journaux, notamment le *Montreal Star,* qui avait trouvé le geste du SEC d'envoyer un chèque de 5 000 dollars « very creditable », « proper » et « dignified »[66].

Cette stratégie de relations publiques cachait peut-être quelque chose d'autre. L'un des opposants à la motion avait révélé qu'un membre du SEC lui aurait dit « that it was on the very strong recommendation of a McGill Senate Committee that the money was voted »[67]. Une telle intervention, si elle était avérée, risquait de mettre en péril la réputation du SEC et son lien de confiance déjà fragile avec les étudiants. Si ceux-ci n'attendaient pas de leur association qu'elle agisse comme un contre-pouvoir — comme ce sera le cas au cours des années 1960 dans plusieurs milieux universitiares — et qu'ils reconnaissaient à l'université une certaine ascendance morale (selon la responsabilité *in loco parentis* ou « à la place des parents » qu'endossait l'institution), ils n'en tenaient pas moins à l'autonomie de leurs propres structures. Le danger pour les leaders étudiants n'était plus seulement de déplaire à diverses autorités, mais aussi de se montrer faibles et conciliants et ainsi de se discréditer comme représentants. C'est ce qui arrivera à l'Université Laval à la suite de l'affaire Dora[68]. À l'Université McGill, ceux qui s'opposaient à la motion possédaient désormais un nouvel argument : les membres du SEC s'étaient laissés intimider, avait démontré un « lack of courage » et n'étaient par conséquent plus apte à représenter les étudiants[69].

Les révélations sur le SEC — qu'elles soient vraies ou non —, en attirant l'attention sur des acteurs extra-universitaires comme les donateurs, invitaient également à reposer la vieille question du rôle d'une université en contexte urbain : « must the activities of a university be always accountable to the particular locality in which it finds itself ? »[70] On sait que cette question allait retentir avec fracas dix ans plus tard lorsque l'Université, à la suite de l'Opération McGill, sera forcée de préciser sa place à Montréal et particulièrement son rapport à la communauté francophone[71]. En 1955, l'enjeu se posait plutôt en termes de liberté académique et opposait, selon un Mcgillois, les « whims of wealthy contributors » à l'indépendance de la recherche scientifique. Selon lui, seuls les accomplissements scientifiques comptaient, « and not whether the behaviour of the students is agreeable to the wishes of a small number of unduly influential men »[72]. Rappelons qu'à cette époque faisait rage le conflit fédéral-provincial sur les octrois aux universités, ce qui contribuait à la grave crise financière de plusieurs institutions[73]. Pour assurer la liberté académique, certains n'envisageaient pas moins un rôle accru de l'État, comme cet étudiant qui écrivait, un peu par provocation compte tenu des implications idéologiques de ses propos en pleine guerre froide : « I see no reason for fearing State control of Universities »[74].

Les réactions aux événements de décembre 1955 donnent plusieurs indices sur le rapport contrasté des Mcgillois et des Udémiens avec la ville. Sans mécènes pour financer leur université, et souvent issus de milieux (relativement) plus modestes, les étudiants de l'Université de Montréal devaient plutôt s'autofinancer. À cette époque où le système de prêts et bourses n'existait pas, les étudiants faisaient du porte-à-porte dans les quartiers montréalais afin de recueillir des prêts pour financer leurs études. Une journée par année, ils partaient à la rencontre de la population locale lors de la campagne dite du « Prêt d'honneur », organisée conjointement par l'AGÉUM et la Société Saint-Jean-Baptiste. Il s'agissait de dépanner les moins fortunés et de souder les liens entre l'Université et la communauté afin de symboliser l'importance de la dette des étudiants à son égard. Cette quête universitaire, qui devait perdurer jusque dans les années 1960, soulevait déjà, toutefois, des questions quant au financement des universités et des étudiants : n'était-ce pas à l'État de jouer ce rôle ?

À l'Université McGill, le rôle obscur des mécènes servait de toile de fond au conflit entre les pro- et les anti-motions, qui avaient fait campagne pour forcer le SEC à faire marche arrière et organisé un vote de censure. Le jour du vote, plusieurs Mcgillois avaient pris la parole devant une foule considérable de plus de 500 étudiants dont l'intérêt avait été attisé et soutenu par le *McGill Daily,* soudainement devenu un journal de débats. Il semble que ce soit le pro-motion Marv Gameroff qui ait le plus influencé un vote d'emblée favorable aux anti-motions. Tout en reconnaissant que les étudiants avaient « every right in the world

to petition the Mayor and to visit City Hall », il se disait néanmoins d'accord avec l'envoi du chèque, qu'il considérait comme un geste habile de relations publiques. C'était bien la « generosity of these kind people », c'est-à-dire les mécènes et donateurs, qui lui importait le plus, notamment, ajoutait-il habilement, parce que leurs dons permettaient d'éviter les hausses des frais de scolarité. Un amendement au vote de censure avait donc été décidé, qui stipulait désormais que le chèque n'exprimait pas la « guilt of those public-spirited McGill students who took part [in the protests] »[75].

Il s'agissait d'une victoire en demi-teinte pour les anti-motions, qui avaient néanmoins démontré la capacité de mobilisation et l'agentivité des étudiants ordinaires lorsqu'ils se mêlaient des affaires les concernant. Mais jusqu'où pouvait bien s'étendre cette mobilisation ? Ce que l'émeute avait enclenché, c'était également une réflexion sur le rôle de ces énigmatiques « corps étudiants » et sur la pertinence de leur action publique dans la cité.

L'expérience urbaine (du futur)

« L'émeute n'est pas le fait d'une foule indistincte. Elle ne fait pas qu'attirer des criminels apprentis ou accomplis […] Elle amalgame des "éléments hétérogènes", qui sont pris pour un temps dans une intrigue collective, et qui y jouent un drame où des rôles leur incombent »[76].

À l'instar des participants d'autres mouvements sociaux, les étudiants sont des acteurs qui se racontent leur histoire et qui cherchent à changer l'histoire. Dans ce double processus d'actualisation de la mémoire et du rôle social du groupe, ils investissent physiquement et symboliquement des lieux qui, en retour, transforment leur rapport au monde[77]. Étonnamment peu étudié par les historiens des milieux étudiants, le cadre urbain a constitué l'une de leurs toutes premières scènes de militantisme, d'abord sur le plan institutionnel (les campagnes pour les billets de tramway à coût réduit) et ensuite dans la rue. Les événements de 1955 sont à cet égard aux confins de deux régimes d'historicité étudiants, celui des parades délurées et provocatrices de la première moitié du XX^e^ siècle et celui de l'activisme social et politique de la seconde moitié du siècle[78]. La spécificité du cadre urbain pour les étudiants tenait à ce qu'il mettait en jeu simultanément des temporalités sociales concrètes (comme celles des flux urbains, symbolisés ici par le transport en commun et des expériences du temps impliquant des projections dans le futur (la ville de l'avenir, les étudiants de demain).

Montréal entre (dés)ordre et avenir

Nous avons vu que la vive sympathie du maire Drapeau pour les étudiants s'expliquait en partie par sa propre expérience comme ancien Udémien. Les manifestations qu'il voyait défiler devant l'Hôtel de Ville lui rappelaient les propres défilés auxquels il avait participé. Son discours plutôt paternaliste visait ainsi à cadrer les étudiants comme rouages de la reproduction d'un ordre social tout en éteignant le potentiel subversif de leur mauvaise conduite, qui était aussi élitaire parce qu'elle ritualisait le désordre au sein d'une hiérarchisation sociale bien établie. Or, de plus en plus d'étudiants cherchaient justement à briser cette représentation d'un milieu universitaire immuable et doté d'un horizon fixé à l'avance. S'ils n'en étaient pas encore à formuler un discours élaboré sur la « mission » des étudiants dans la société, ils ne cherchaient pas moins à affirmer l'agentivité du corps étudiant et sa capacité à s'inscrire dans — et à influencer — l'Histoire, dont l'une des portes d'entrée était la ville.

L'un des enjeux temporels les plus débattus à la suite du 9 décembre 1955 concernait l'enchaînement des événements : y avait-il cassure ou continuité entre les manifestations et l'émeute ? On a vu que la réponse pouvait servir soit à innocenter les étudiants, soit à les inculper. Dans ce dernier cas, la faiblesse morale — ou pire, le goût du désordre — des étudiants risquait de se faire complice non seulement des vils desseins des agitateurs et des voyous, mais également de faire sombrer la civilisation dans un âge sombre, sorte d'état hobsien caractérisé par la criminalité, l'anarchie et la barbarie. Selon un Mcgillois, très critique envers les manifestants, « an error of judgement can be a trifling thing. […] It can disrupt ordered progress of a city. It can endanger life. It can destroy property »[79]. Le *progress* valait ici comme temporalité sociale (les flux urbains) et comme horizon du futur. Cette imagerie catastrophiste avait été volontiers diffusée par les grands quotidiens après l'émeute. Gérard Fillion, dans *Le Devoir,* philosophait par exemple sur « L'homme civilisé [qui] est donc un barbare qui s'ignore »[80], ce à quoi faisait écho un journaliste de la *Gazette,* pour qui Montréal était toujours sur le point de « retrogress into primitive customs »[81]. Ils actualisaient ainsi les théories sur les comportements collectifs en vogue dans la première moitié du XX^e^ siècle, notamment celle de Gustave Le Bon. Devant la barbarie toujours menaçante qui couvait au fond de la civilisation — et particulièrement au sein des foules réunies —, les étudiants auraient dû montrer l'exemple.

D'autres cherchaient plutôt à penser la situation non pas en fonction du présent tel que menacé par le passé, mais du présent comme porteur du futur. En se penchant sur la responsabilité sociale et générationnelle des étudiants, ils attiraient l'attention sur leur appropriation originale de l'espace et du temps. Cette appropriation n'était pas énoncée sur le mode de la tradition estudiantine des « jeux et parades » — pourtant en partie à l'origine de la manifestation du 7 décembre —; elle était plutôt considérée, particulièrement à l'Université McGill, comme le début de quelque chose de neuf. Ce qui importait, selon ces étudiants, c'était moins le vandalisme de quelques tramways ou la bonne et mauvaise conduite morale des uns et des autres que le devenir des corps étudiants.

À cet égard, les textes de fictions publiés dans les journaux étudiants, souvent sur le mode de l'anticipation, étaient révélateurs. Ces récits urbains, qui nécessiteraient une étude en soi, permettaient de dramatiser, ridiculiser ou exacerber les situations et ainsi d'ouvrir l'horizon d'attente des étudiants[82]. À la suite de l'émeute, un texte intitulé « Show me the way to go home » portait sur l'histoire d'un chauffeur de tramway de la

« Miscellaneous Transportation Company ». Dans ce récit, le chauffeur avait été mandaté pour espionner un groupe appelé les « Subversives » qui, après l'émeute, avaient pris le chemin de l'*underground* pour planifier de nouveaux coups[83]. Cette histoire projetait sur un mode romantique les jeunes — et non pas spécifiquement les étudiants — dans un état de rébellion avec la société. S'il s'agissait alors d'un fantasme, hormis peut-être pour les rares *beatniks* qui arpentaient les campus, l'horizon de cette rébellion deviendra, comme on le sait, éminemment mobilisateur au cours des années 1960. Ce futur était également évoqué dans les journaux étudiants à travers les caricatures qui, sur un mode utopique ou dystopique, permettaient d'exagérer certaines tensions ou tendances du présent de façon à exprimer une critique sociale. La fonction de reproduction sociale des universités constituait à cet égard une cible privilégiée (voir figure 6).

Ces récits et caricatures nous mettent sur la piste de la capacité des étudiants à se projeter dans l'avenir en se distanciant du passé. Dans une lettre au *McGill Daily,* D. S. Weissbrod[84] indiquait que la responsabilité des étudiants à l'égard de la société tenait moins au passé et au présent (les traditions à honorer, la respectabilité, les intérêts particuliers de certains de ses membres, etc.) qu'au futur. Il mentionnait que la nouvelle génération devait évaluer de façon critique les idées reçues sur l'ordre social, les règles de conduite, les normes et la morale. Ce n'est pas un hasard si ce chantier était proposé après les manifestations et l'émeute, qui avaient offert une « atmosphere of freedom and vitality which some find sadly lacking [on the campus] ». Il n'est pas non plus anodin que ce soit cette expérience urbaine qui ait poussé l'auteur à affirmer que la première responsabilité des étudiants était non pas de faire honneur à leur université ou aux autorités, mais de « acting our age and finding out where we stand in the world »[85]. Si cette recherche combinant le temps et l'espace n'aboutissait pas nécessairement à la description d'un rôle particulier pour les étudiants, elle n'en ouvrait pas moins le chemin à des transformations encore imprévisibles.

La représentation de la métropole comme « ville ouverte » jouait un rôle clé dans cette recherche. Un transfuge de l'Université Laval à l'Université de Montréal, Pierre Migneault, expulsé pour avoir coécrit un texte obscène (« Dora ») dans le journal *Carabin,* comparait les « rues étroites comme les esprits » de Québec à Montréal, « ville immense, ville nerveuse » et réceptacle de « courants d'idées qui ont couru toute la planète ». Il entremêlait étroitement l'avenir de Montréal et celui des étudiants qui, « fils de leur ville », se trouvaient bien au front du progrès social[86]. La réputation de la métropole, qui ne manquait pas de fasciner les étudiants canadiens-anglais et américains[87], servait à évoquer son caractère transformatif sinon épiphanique. Le paradoxe de Montréal ville ouverte dans une province où il faudrait « n'enfreindre aucun tabou [et] respecter toutes les formules, tous les conformismes », selon les mots du Frère Untel[88], contribuait également à l'expérience et à la réflexion des étudiants. Un Torontois en visite peinait à se faire une idée juste de cette ville

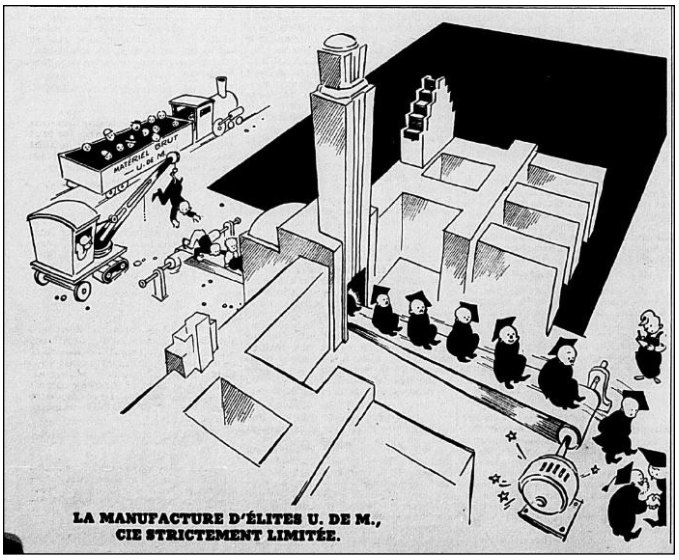

Figure 6. Quartier latin, 3 mars 1955.

qui a « has many more churches per capita and probably more prostitution »[89]. Dans le *McGill Daily,* un éditorialiste s'intéressait aux *freshmen* et aux *freshettes* venus de petites villes. Il se demandait si « Montreal, that wonderful city of ours, has any effect on the minds of the young ones ». Chose certaine, continuait-il, l'expérience parfois turbulente et ambiguë de ces jeunes débordait les consignes ou les mots d'ordre et se déployait « despite the Cluebook, despite Drapeau and the Civic League, despite Mother's good advice »[90]. Il ne s'agissait pourtant pas pour les étudiants montréalais de promouvoir un pôle ou l'autre (le vice ou la vertu), mais de refuser, en prenant leur distance avec cette polarité volontiers manichéenne et ici à coup de *despite*, que leur expérience soit assujettie à un cadrage normatif imposé de l'extérieur.

Faire corps (étudiant)

« Cette parade était pour nous un symbole. Symbole de cette vie de bohème qui a été celle des étudiants de l'Europe, à partir du moyen-âge [*sic*] jusqu'à tout récemment. C'était un fil qui nous rattachait à l'aristocratie étudiante »[91].

La parade en question, prévue à l'automne de 1931, venait d'être annulée. L'étudiant Guy Legault affichait sa déception et témoignait de la mauvaise conduite élitaire — ici énoncée explicitement par le biais du mot « aristocratie » — et du sens des actions collectives qui en résultaient : poursuivre une tradition et plus précisément une filiation (avec la vieille Europe). Près de vingt-cinq ans plus tard, alors que cette filiation s'impose de moins en moins chez les étudiants à mesure qu'ils réfléchissent à la spécificité du Québec en Amérique du Nord, la signification et la portée de leur mauvaise conduite ne se réduisent plus à honorer ou à commémorer une tradition. La rue est devenue, comme l'écrivait Karine Hébert, un lieu d'affirmation publique des étudiants[92]. Les événements de décembre 1955 ont été cruciaux dans cette transition. Initialement des « parades », les

marches sont devenues — et ont été interprétées — comme des « manifestations », alors que parallèlement, les expressions « corps étudiant », « collectivité étudiante » et « classe étudiante » ont gagné en importance dans le champ discursif. Cette transition s'est par conséquent manifestée sur le terrain mais également sur le plan des débats d'idées qui ont animé les campus, particulièrement autour de la démocratie, de la représentation et de l'autonomie des milieux étudiants.

Tout de suite après l'émeute, la campagne contre le SEC illustrait bien l'importance prise par ces enjeux. Soupçonnée de mépriser la démocratie étudiante, de s'incliner devant l'autorité et de défendre la seule réputation de l'université afin de plaire à ses mécènes, l'association ne semblait pas à la hauteur de son rôle de représentant. Cette attitude ne découlait-elle pas, se demandait-on, du modèle même du SEC, dont les membres « felt they ought to conduct, as such boards do, their business in private » ? En conduisant leurs affaires en vase clos, ils oubliaient que « Student self-government means democratic government »[93] et qu'un tel gouvernement doit par principe représenter et donc s'adapter au devenir du corps étudiant. En plus de manquer de transparence, le SEC avait également échoué à représenter les étudiants lors des manifestations ; contrairement à l'AGÉUM, qui avait envoyé des délégués *in extremis* pour « diriger » tant bien que mal la foule, l'association mcgilloise avait non seulement boudé les marches mais également blâmé ses propres étudiants.

Aux yeux de plusieurs, il était temps non seulement de défendre les étudiants, mais également de faire porter leur voix (collective) au-delà du campus. Un McGillois illustrait bien cette volonté en affirmant que « instead of granting money for damages, the Students' Executive Council should at least attempt to make its voice heard in the clamour against the raise of fares by the MTC »[94]. Les critiques du SEC tentaient de recentrer le débat non pas sur la responsabilité individuelle (qui prêtait le flanc aux discours moralisateurs), mais plutôt sur la collectivité étudiante. Les manifestations ont joué un rôle déterminant dans la matérialisation de ce « corps étudiant » dont on dénonçait l'absence quelques semaines plus tôt. Un certain Tiger était impressionné par « the amount of spirit being generated on the campus »[95] par les manifestations, alors que pour Ben Geist, « the demonstration for the first time showed a high degree of unity among the students of Montreal. It is quite irrelevant how many students took part in it, in spirit the whole campus was present »[96]. L'étudiant, qui portait bien son nom de famille — en allemand, *geist* signifie *spirit* ou *esprit* —, évoquait un principe qui allait devenir constitutif, quoique contesté, du mouvement étudiant : la possibilité de représenter la collectivité étudiante par une minorité agissante s'engageant au nom de tous.

L'utilisation du mot *spirit* par plusieurs étudiants pour évoquer l'importance des manifestations n'était pas anodine : elle mettait en jeu la supposée inertie des masses étudiantes et indiquait une aspiration nouvelle : celle d'une solidarité étudiante élargie. Dans son commentaire, Ben Geist parlait non pas des étudiants de l'Université McGill, mais des « students of Montreal »[97].

L'espace urbain avait de fait favorisé l'intérêt mutuel et la collaboration des divers corps étudiants tout en créant un mouvement de solidarité avec la population locale. L'ampleur prise par les manifestations, rejointes par plusieurs citadins, avait d'ailleurs mené à des phénomènes d'appropriation de l'espace urbain qui avaient saisi les observateurs. À l'angle des rues Peel et Ste-Catherine, par exemple, la foule se mélangeait aux étudiants, calmes et souriants, selon un observateur. Ensemble, ils avaient pris possession de la rue en s'assoyant sur la chaussée. Un automobiliste impatient, qui avait voulu traverser, avait été renversé dans son véhicule par des manifestants qui n'entendaient pas céder le passage. Un journaliste sur place constatait : « Jamais la ville n'avait connu une telle exubérance et c'était tout un spectacle »[98]. Dans ce *spectacle,* les jeunes manifestants se donnaient à voir, mais leur geste portait plus loin que l'exubérance passagère : il s'agissait pour eux de *acting our age* afin de se (re)trouver dans la ville et, par extension, dans l'histoire en tant qu'agents.

Si l'approche repentante du SEC faisait honte à plusieurs Mcgillois, c'est qu'elle contrastait avec celle de l'AGÉUM, qui n'avait pas cédé devant l'attitude scandalisée des autorités et des journalistes. Le geste de se comparer ne se faisait plus seulement sur le mode des « rivalités universitaires », mais tenait compte d'une solidarité étudiante élargie. Non seulement le SEC n'avait-il pas écouté ses propres étudiants, mais il s'était désolidarisé d'avec ses alliés objectifs et avait agi « without consultation with the other great student body of this city, the University of Montreal, our partners in this demonstration, the result being that it looks as if we can act together but cannot face the consequences together »[99]. Le cadre urbain constituait un terrain particulièrement propice aux étudiants pour réfléchir aux solidarités (étudiante et populaire) débordant leur campus[100]. Un Udémien racontait qu'à la suite de l'émeute, lors d'une rencontre entre les deux groupes, les étudiants de l'Université McGill auraient manifesté « une attitude si sympathique à notre égard, un tel sentiment de fraternité », que cela augurait bien pour les « concitoyens de demain que nous sommes appelés à être dans la vie publique et sociale »[101]. À cet égard, le rôle des journaux étudiants était décisif dans la transposition ou la traduction des expériences urbaines en discours, ainsi que dans l'extension du sentiment d'appartenance à la collectivité étudiante. Bientôt, le *Quartier latin* ouvrira ses pages à un éditorial mcgillois régulier, ce qui correspondra à une période (1955–1962) caractérisée par une intensification des échanges entre les Udémiens et leurs confrères anglophones au Québec et au Canada, c'est-à-dire ceux de l'Université McGill, mais aussi ceux de l'Université de Toronto[102].

Les espoirs mis par certains dans la solidarité étudiante montréalaise rencontreront cependant plusieurs embûches à partir des années 1960, lorsque la ligne de partage entre francophones et anglophones sera actualisée dans la foulée du mouvement nationaliste. Ceci n'empêchera pas les McGillois — malgré eux symboles de « l'Anglais » aux yeux de leurs confrères francophones — de rejoindre l'Union générale des étudiants du

Québec (UGÉQ) en 1967, mais diminuera considérablement les influences réciproques des des militantismes sur les campus. Le milieu mcgillois évoluera sous l'influence d'un mouvement canadien-anglais représenté par la *Students Union for Peace Action (SUPA)* et influencée par la *Students for Democratic Society* (*SDS)* américaine, alors que celui de l'Université de Montréal sera sous l'emprise d'un syndicalisme étudiant importé de France qui n'inclura jamais véritablement l'ensemble de l'Amérique du Nord dans son articulation des questions sociale, nationale et internationale.

Conclusion

Dans un article sur l'engagement urbain des étudiants américains, Betsy A. Beasly écrivait que ceux-ci « were just as connected to local issues of community development and urban equity as they were to national or international issues »[103]. On pourrait conclure de la même façon pour les étudiants québécois. Pourquoi alors retrouve-t-on si peu d'études sur les étudiants et la ville ? C'est que l'historiographie a largement repris le récit modèle des étudiants engagés qui, au cours des années 1960, ont associé leur histoire (et réaménagé leur mémoire) en fonction de l'affirmation nationale et de l'ouverture internationale, deux grands enjeux du Québec de cette époque. Les manifestations et l'émeute des tramways ont été rangées dans une sorte de pré-histoire du mouvement étudiant et écartées comme le dernier relent d'un régime d'historicité étudiant où auraient régné le repli sur soi, l'égoïsme et l'immaturité. Quel poids avait la lutte pour le transport en commun face à de vastes enjeux comme le socialisme, l'indépendance ou la révolution mondiale ?

Neuf ans plus tard, la mention de l'émeute par un Udémien délégué à Toronto pour faire la promotion du syndicalisme étudiant révélait bien son instrumentalisation. Dans ses notes, on pouvait lire : « Demonstration 1954 (?) against tramways — high damages — avantages [*sic*] claimed for them only — compare this with the demonstrations of the past 3 years ». Sur un ton moralisateur qui rappelait celui des autorités de l'époque, il vilipendait également ses prédécesseurs, qui passaient plus de temps « in brothels and bars than in class-rooms »[104]. La mauvaise conduite élitaire ambiguë des étudiants des années 1950 était disqualifiée au profit d'une conduite se voulant mature, orientée, rationnelle — et prenant de plus en plus les accents de la *righteousness* idéologique. Au sein du mouvement étudiant contemporain de la Révolution tranquille, les improvisations, les parades et les zones grises entre le jeu et l'action sociale étaient suspectes, ce qui était une autre raison de condamner les manifestations et l'émeute de 1955.

On peut donner une autre raison à la mise à l'écart des événements de décembre 1955 de la mémoire officielle du mouvement étudiant : le malaise des leaders étudiants face aux manifestations de la base. Après l'émeute, les réactions des leaders étudiants ont effectivement révélé une conception largement élitiste du fonctionnement du corps étudiant. Pour éviter d'être associés aux « voyous », les leaders étudiants de l'Université McGill et de l'Université de Montréal s'étaient empressés ou bien de ranger les manifestations dans un folklore étudiant largement inoffensif ou bien de les dénoncer comme irresponsables. Le cadre de la mauvaise conduite élitaire limitait en fait leur capacité à penser l'action des masses étudiantes, ce qui ne veut pas dire que celles-ci ne possédaient pas leur propre agentivité — à preuve, leur capacité à organiser les manifestations de décembre 1955.

La disqualification de ces initiatives ou leur occultation dans la mémoire militante associative explique pourquoi certains ont choisi de retenir, pour marquer le début officiel du mouvement étudiant, la marche à Québec de 1956, organisée en bonne et due forme, elle, par les associations étudiantes. On a pourtant vu que malgré la tiédeur et même l'effroi de plusieurs leaders, les manifestations et l'émeute de décembre 1955 ont bel et bien enclenché une série de critiques et de réflexions touchant à la fois au rôle du gouvernement étudiant, à la relation de proximité entre les universités et la communauté urbaine, à l'extensibilité de la collectivité étudiante et au rôle social des universitaires et des universités. L'une des clés pour comprendre ce déclenchement a été l'appropriation de la ville, qui a servi de connecteur entre les enjeux estudiantins et les enjeux urbains et sociaux, et dont l'histoire est encore largement à faire.

Notes

1 Thomas Bender, « Introduction », *The University and the City* (Oxford : Oxford University Press, 1988), 5.

2 Lisa E. Panayotidis et Paul Stortz, « The Imagined Space of Academic Life », *Historical Studies in Education* 28.1 (2016), 1–31.

3 Voir Jacques Verger, « Les conflits *town and gown* au Moyen Âge. Essai de typologie », in Gilli P., *et al*., *Les universités et la ville au Moyen Âge. Cohabitation et tension* (Leiden/Boston : Brill, 2007), 237–255.

4 En effet, sur les 33 000 titres publiés depuis 1974 par la revue *Urban History*, seulement 87 portent sur l'histoire des universités. Selon la recherche de Florence Bourillon, *et al*., dir., *L'université et la ville. Les espaces universitaires et leurs usages en Europe du XIII^e^ au XXI^e^ siècles* (Rennes : PUR, 2018), 11.

5 Pour une perspective générale, voir Nicole Neatby, *Carabins ou activistes ? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme* (Montréal: McGill-Queen's, 1997) ; Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même. Les étudiants montréalais, 1895–1960* (Québec : PUL, 2008) ; et Jean Lamarre, *Le mouvement étudiant québécois des années 1960 et ses relations avec le mouvement international* (Montréal : Septentrion, 2017). Neatby a accordé quelques pages à la question (« *Les leaders étudiants et la politique municipale* », dans *Carabins*, 195–200), tout comme Hébert (« Parades, initiations et altercations avec la police. Les étudiants prennent la rue d'assaut », *Bulletin d'histoire politique* 21.2 (2013), 17–29). Pour les années 1960, voir notamment Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec* (Montréal : Boréal, 2008) et Sean Mills, *The Empire Within. Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal* (Montreal & Kingston : McGill-Queen University Press, 2010). Sur le rapport des étudiants acadiens avec la ville, voir Joel Belliveau, *Le 'Moment 68' et la réinvention de l'Acadie* (Ottawa : PUO, 2014). David S. Churchill a également touché en partie au rôle des étudiants américains dans le développement d'espaces alternatifs à Toronto (« American Expatriates and the Building of Alternative Social Space in Toronto, 1965–1977 », *Urban History Review* 39.2 (2010), 31–44).

Betsy Beasley, pour sa part, a abordé ces enjeux en attirant l'attention sur l'importance de l'investissement dans les enjeux urbains des étudiants new-yorkais (« Fighting for a Radical City: Student Protesters and the Politics of Space in 1960s and 1970s Downtown Manhattan », *Urban History Review* 37.2 (2009), 6–19). L'autobiographie de l'activiste américain Mark Rudd donne de précieuses informations sur cet investissement (*Underground: My Life with SDS and the Weathermen* (William Morrow/HarperCollins Publishers, 2010). Sur la notion d'écologie dans la mobilisation des étudiants dans la ville, voir Dingxin Zhao, « Ecologies of Social Movements: Student Mobilization During the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing », dans Doug McAdam et David A. Snow, dir., *Readings on Social Movements. Origins, Dynamics and Outcomes*, 2e édition (New York : Oxford University Press, 2010), 189-209.

6 Je n'inclus pas Sir George Williams (aujourd'hui Concordia) dans l'analyse compte tenu de sa participation beaucoup plus restreinte.

7 Voir Hébert, « Parades », et Keith Walden, « Hazes, Hustles, Scraps, and Stunts: Initiations at the University of Toronto, 1880–1925 », in *Youth, University and Canadian Society,* dir. Paul Axelrod et John G. Reid, (Montreal, Kingston : McGill-Queen's University Press, 1989), 94–121.

8 « Comité nommé pour étudier la question des tarifs et les dispositions du règlement 1981 établissant une commission désignée sous le nom de Commission de transport de Montréal », Archives de la Ville de Montréal, P118, S4, SS1, D19.

9 J.R. Thomas Grumley, « Montreal's Electric Streetcars (1892–1959) », *Canadian Rail, the Magazine* 532 (2009), 181–188. Voir également David B. Hanna, « Les réseaux de transport et leur rôle dans l'étalement urbain de Montréal », in *Barcelona-Montréal. Desarrollo Urbano Comparado / Développement urbain comparé,* dir. Horacio Capel et Paul-André Linteau (Barcelona : Publicacions de la Universitat de Barcelona, 1998), 117–132 ; et Michèle Dagenais, *Faire et fuir la ville. Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e^ et XX^e^ siècles* (Québec : Presses de l'Université Laval, 2006).

10 Cité dans « Comité nommé ».

11 « Organisation clandestine d'émeutiers professionnels ? », *Le Petit journal,* 18 décembre 1955.

12 Assemblée de l'AGÉUM du 31 octobre 1949, Archives de l'Université de Montréal, P33/B1,1,7.

13 Ronald E. Laviolette, « Le tramway et les étudiants », *Quartier latin,* 19 février 1952.

14 Jacques-Yvan Morin est l'auteur de la première étude sur l'inégalité d'accès à l'université basée sur les conditions sociales (« Le problème social et l'université. Esquisse d'un dilemme », *Quartier latin,* 19 mars 1953).

15 Lettre de Gilles Legault à la CTM, dans le *Quartier latin,* 10 novembre 1955.

16 « An Intolerable Chaos », *The Gazette,* 10 décembre 1955.

17 Gilles Poupart, « Enchaînement des événements », *Quartier latin,* 15 décembre 1955.

18 Assemblée de l'AGÉUM, 18 décembre 1954, p33/B1,1,12.

19 La direction, « Monsieur le Maire le 28, nous serons là », *Quartier latin,* 24 octobre 1957.

20 « Opinion d'un des organisateurs de la marche étudiante », *La Presse,* 9 décembre 1955.

21 « Accueil du maire aux étudiants », *La Presse,* 9 décembre 1955.

22 Jean-Pierre Baillargeon, « Quand les "trolleys" sont dépendus ! », *Quartier latin,* 15 décembre 1955. Pour une mise en contexte, voir Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal. Les campagnes de moralité publique, 1940–1954* (Montréal : Septentrion, 2014).

23 « Tout est remis à lundi », *Le Devoir,* 9 décembre 1955.

24 Guy Lamarche, « Les étudiants manifestent pour appuyer le maire », *Le Devoir,* 9 décembre 1955.

25 « Une seconde manifestation », *Le Devoir,* 10 décembre 1955.

26 « Manifestation transformée en émeute », *La Presse,* 10 décembre 1955.

27 « Trams et autobus retirés. Toute la police en état », *La Presse,* 10 décembre 1955.

28 « Comité nommé ».

29 Un policier aurait foncé dans la foule sur sa moto (« Trams et autobus »).

30 « La manifestation des étudiants avait cessé officiellement à 4h », *La Presse,* 10 décembre 1955.

31 « Manifestation transformée ».

32 Voir Benoît Melançon, *Les yeux de Maurice Richard* (Montréal : Fides, 2012).

33 Oliver Clausen, « Movie crowds egged punks to violence », *The Gazette,* 10 décembre 1955.

34 Gérard Filion, « Des bœufs devenus taureaux », *Le Devoir,* 13 décembre 1955.

35 « Raising Hell », *McGill Daily,* 5 décembre 1955.

36 « Toute autre manifestation interdite », *La Presse,* 10 décembre 1955.

37 « La manifestation des étudiants … ».

38 « Toute autre manifestation », « Manifestation transformée », Guy Lamarche, « La police reçoit l'ordre de disperser les manifestants et de faire des arrestations », *Le Devoir,* 10 décembre 1955.

39 Sur les régulations sociales concernant la jeunesse à cette époque, voir Frédéric Moisan, « "Plus une œuvre qu'un tribunal punisseur" : les jeunes délinquants devant la Cour de Bien-Être Social, 1950–1977 », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 65.2–3 (2011), 283–305.

40 « Des tramways presque hors d'usage », *La Presse,* 10 décembre 1955.

41 « Riots Put City in Canadian, U.S. News », *The Herald,* 13 décembre 1955.

42 Antiphame, « Les carabines (semi-automatiques) », *Quartier latin,* 8 novembre 1949.

43 Daniel Poitras, « Mettre en scène l'exclusion de l'histoire. Les femmes à l'université et le concours Miss Quartier latin (1950–1963) », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 72.3 (2019).

44 Voir Hébert, « Parades ».

45 « Raising Hell ».

46 Baillargeon, « Quand les "trolleys" ».

47 « Accueil du maire aux étudiants », *La Presse,* 9 décembre 1955.

48 Filion, « Des bœufs ».

49 « Le bilan de l'émeute », *Le Devoir,* 12 décembre 1955.

50 Avrum Cohen, « $5000—an explanation », *McGill Daily,* 17 janvier 1956.

51 « An Intolerable Chaos ».

52 « Organisation clandestine ».

53 Cité dans Baillargeon, « L'affaire Rumilly », *Quartier latin*, 24 janvier 1957.

54 « Organisation clandestine ».

55 Voir Steve Hewitt, *Spying 101 : The RCMP's Secret Activities at Canadian Universities, 1917–1997* (Toronto : University of Toronto Press, 2002).

56 Réunion de l'AGÉUM du 12 décembre 1955, Archives de l'Université de Montréal, P33/B1,1,13.

57 Victor Melançon, « L'assemblée de l'AGÉUM », *Quartier latin*, 15 décembre 1955.

58 « A plea for moderation », *McGill Daily,* 25 octobre 1955.

59 Ruth Roskies, « Let Us In », *McGill Daily*, 31 octobre 1955.

60 Bryna Feingold, « $5000 voted to commission », *McGill Daily*, 16 décembre 1955.

61 « In the dark », *McGill Daily*, 17 janvier 1956.

62 Baillargeon, « Quand les "trolleys" ». Voir Lapointe, *Nettoyer Montréal*.

63 Ben Geist, « Immature, irresponsible », *McGill Daily*, 18 janvier 1956.

64 Ben Geist, « Immature, irresponsible », *McGill Daily*, 18 janvier 1956.

65 Voir Stanley Brice Frost, *McGill University: For the Advancement of Learning, Volume II, 1895–1971* (Montreal, Kingston : McGill-Queen's University Press, 1983).

66 Cohen, « $5000—an explanation ».

67 Lionel Tiger, « For Censure », *McGill Daily*, 19 janvier 1956.

68 En 1960, le recteur de l'Université Laval, Louis-Albert Vachon, avait consterné les étudiants partout au Canada en expulsant trois Lavallois auteurs d'un texte jugé érotique et immoral dans le journal étudiant le *Carabin*—et bientôt reproduit partout au pays. Or, le journal était sous la juridiction de l'association étudiante (l'AGEL), qui avait cédé à la pression des autorités par peur des représailles, s'attirant ainsi les foudres des étudiants les plus engagés (Jacques Guay, « L'arbitraire d'une sanction », *Quartier latin*, 25 octobre 1960).

69 Tiger, « For Censure ».

70 Tiger, « For Censure ».

71 Voir Jean-Philippe Warren, « L'Opération McGill français. Une page méconnue de l'histoire de la gauche nationaliste », *Bulletin d'histoire politique* 2 (2008), 97–116.

72 Tiger, « For Censure ».

73 Pour une perspective générale dans le cas de l'Ontario, voir Paul Axelrod, *Scholars and Dollars. Politics, Economics, and the Universities of Ontario, 1945–1980* (Toronto : University of Toronto Press, 1982).

74 D. S. Weissbrod, « Soft Soap », *McGill Daily*, 23 janvier 1956.

75 « Text of amendment », *McGill Daily*, 23 janvier 1956.

76 Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective* (Paris : La Découverte, 2007), 152.

77 Voir notamment Francesca Polletta, « "It Was Like a Fever …". Narrative and Identity in Social Protest », *Social Problems* 45 (1998), 137–159.

78 Sur le concept de régime d'historicité, François Hartog écrivait que « Selon que vient à dominer la catégorie du passé, celle du futur ou celle du present, il est bien clair que l'ordre du temps qui en découlera ne sera pas le même. De ce fait, certains comportements, certaines actions, certaines formes d'historiographie sont davantage possibles que d'autres, plus en phase ou plus décalés que d'autres, inactuels ou tombant à pic. », *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps* (Paris : Seuil, 2003), p.15.

79 « Shadow of doubt », *McGill Daily*, 20 janvier 1956.

80 Filion ajoutait : « On l'appelle voyou parce qu'il s'en prend à la propriété publique : mais les politiciens qui ont sanctionné par des lois les brigandages de 1911 et de 1952 ne sont pas moins coupables » (« Des bœufs »).

81 « What kind of city is this ? », *The Gazette*, 12 décembre 1955.

82 Sur les fictions des milieux universitaires et le rapport à l'espace et à la ville, voir Panayotidis et Stortz, « The imagined space ».

83 O.S., « Show me the way to go home », *McGill Daily*, 20 janvier 1956.

84 Weissbrod, « Soft Soap ».

85 Weissbrod, « Soft Soap ».

86 Pierre Migneault, « Montréal, chef de file … », *Quartier latin*, 17 octobre 1961.

87 C'était particulièrement le cas des étudiants torontois en visite.

88 Jean-Paul Desbiens, *Les insolences du Frère Untel* (Montréal : Éditions de l'Homme, 1960), 67.

89 S.A. « Mother ever dear », *Varsity*, 24 octobre 1956.

90 « Ain't young love grand », *Mcgill Daily*, 17 octobre 1955.

91 Guy Legault, « Ce vieil esprit universitaire », *Quartier latin*, 15 octobre 1931. L'activisme étudiant des années 1930 était bien entendu complexe, comme l'a démontré Paul Axelrod, *Making a Middle Class. Student Life in English Canada During the Thirties* (Montréal, Kingston : McGill-Queen's University Press, 1990).

92 Hébert, « Parades », 17.

93 « Unaware of responsibility », *McGill Daily*, 5 décembre 1955.

94 « Students' society calls meeting », *McGill Daily*, 17 janvier 1956.

95 Tiger, « For Censure ».

96 Geist, « Immature, irresponsible ».

97 Geist, « Immature, irresponsible ».

98 « Une seconde manifestation ».

99 Geist, « Immature, irresponsible ».

100 David S. Churchill a démontré de quelle façon certains lieux de confluence et de rencontre d'une ville pouvaient devenir un « nexus of personal and political relationships, providing crucial connections to other activities » (« American Expatriates », 66).

101 Rémi Mayrand, « La presse universitaire à Québec », *Quartier latin*, 12 janvier 1956.

102 Voir Daniel Poitras, « *Tout le reste viendra par surcroît*. L'horizon et la pratique du bilinguisme chez les étudiants canadiens et québécois (1948–1965) », *Bulletin d'histoire politique* 26.2 (2018), 67–90.

103 Betsy A. Beasly, « Fighting for a Radical City : Student Protesters and the Politics of Space in 1960s and 1970s Downtown Manhattan », *Urban History Review* / Revue d'Histoire Urbaine 37.2 (2009), 7, https://doi.org/10.7202/029573ar.

104 Robert Raymond-Panet, Discours du 19 décembre 1964 à Toronto, Archives de l'Université de Montréal, P33/H1,1,31.

Daniel Poitras is the coordinator of the Institut d'histoire de l'Amérique française. He is the author of *Expérience du temps et historiographie au XX^e siècle. Michel de Certeau, François Furet et Fernand Dumont* (2018). His research focuses on students' movements and international students in a transnational perspective in Canada during the 1945–75 era.

Daniel Poitras est coordonnateur de l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Il est l'auteur de *Expérience du temps et historiographie au XX^e siècle. Michel de Certeau, François Furet et Fernand Dumont* (2018). Ses recherches portent sur les milieux étudiants et les étudiants internationaux au Canada durant la période 1945–1975.